



RAPPORT 2019

Président
Ali GEDIKOĞLU
Assistants des relations internationales
Sati ARIK
Ifakat YUNA
Dudu KELES

PRÉFACE



Depuis les années 2000, Cojep International travaille avec détermination sur des plates-formes internationales et dans différentes zones géographiques afin d'établir la justice pour la paix mondiale. Pour son 20ème anniversaire, COJEP donne le top départ avec deux projets majeurs en particulier.

Le premier projet programmé sur trois ans et nommé « ***Agis en faveur du multiculturalisme*** » a pour objet de mener une campagne de sensibilisation à l'importance d'une représentation juste et égale au Conseil de sécurité des Nations-Unies et ainsi mobiliser l'opinion publique.

La première année de cette campagne, qui est celle en cours, a eu pour thème l'Afrique. Durant cette année 2019 avec beaucoup d'ONGs, universitaires et politiciens africains, ensemble, nous avons réalisé un travail remarquable. Cette expérience a permis à Cojep d'élaborer une base solide importante en Afrique concernant ses projets à mener dans les années à venir.

Deuxièmement, nous avons créé **le groupe de pilotage Cojep**. Chaque année, ce groupe rendra des visites d'études au printemps et à l'automne dans différents pays. Cette année, nous avons fait notre première visite en Géorgie et à Azerbaïdjan. Nous avons signé de nouveaux protocoles de partenariat avec des universités, des organisations non gouvernementales et des politiciens pour un engagement dans la paix internationale et la promotion de nos pays.

En outre, nous avons tenu des réunions parallèles sur de nombreux sujets différents au sein des organisations internationales.

Cojep international est un mouvement d'équipe et dispose donc d'une équipe exceptionnelle. Notre équipe a déployé de grands efforts considérables pour mener à bien l'année de travail 2019. Celle-ci se composant de Mademoiselle Dudu KELES, représentante de l'ONU à Genève, Mademoiselle Sati ARIK représentante de l'OSCE et du Conseil de l'Europe à Strasbourg, de Monsieur Hugues Sanon et Madame Emmanuela Dupoint Dujour, nos représentants des Nations - Unies à New York, Madame Ifakat Yuna, représentante du Parlement européen et l'Unesco à Paris, ainsi que Monsieur Celil Yilmaz, notre secrétaire général, je leur exprime ma profonde gratitude pour cette année 2019 pleines de succès.

Nous avons laissé derrière nous une année de travail réussie et je voudrais encore une fois par ce biais exprimer ma gratitude aux membres du COJEP qui nous ont soutenus, à nos sponsors, à nos ONG partenaires et en particulier à TİKA et YTB.

Enfin, sur ces mots, en ayant la plaisance et la joie de vous rappeler la philosophie et raison d'existence de Cojep international qui est celle « d'une Justice pour tous et d'une liberté pur tous », je vous souhaite le plaisir de lire notre rapport annuel 2019.

**« Justice et Liberté
Pour tous les peuples »,**

Ali Gedikoglu
Président de Cojep international.

A handwritten signature in black ink, reading "A. Gedikoglu". The signature is written in a cursive, flowing style.



Table des matières

Table des matières	2
INTRODUCTION	3
LE CONSEIL DE L'EUROPE	5
LES NATIONS - UNIES	11
UNESCO	23
PARLEMENT EUROPÉEN - BRUXELLES	27
OSCE	31
COJEP - GROUPE DE PILOTAGE	33
VISITE AU KOWEIT	45
LES ÉVÈNEMENTS	46
COJEP ACADEMIE	60
CONCLUSION	62
NOTRE ÉQUIPE INTERNATIONALE	63

INTRODUCTION

COJEP international, dont le siège se trouve à Strasbourg et ses bureaux se trouvant dans 14 pays européens est une organisation non gouvernementale. Étant une institution qui dirige des travaux sur les droits de l'Homme, la démocratie, le racisme et la lutte contre la discrimination, les relations interculturelles, multiculturalisme, la vie commune, l'éducation pour tous et la citoyenneté, elle est également membre du Conseil économique et social des Nations Unies et entretient des relations professionnelles avec l'UNESCO.

L'association organise des programmes et des activités avec différentes organisations internationales. COJEP représente un mouvement populaire qui organise des activités sur la participation démocratique, la citoyenneté, la participation des immigrés et la participation aux activités du gouvernement local.

En plus d'être une association membre de la conférence des organisations internationales non gouvernementales du Conseil de l'Europe, de l'Organisation des Nations Unies et de l'Agence européenne des droits fondamentaux, c'est une organisation non gouvernementale qui travaille en partenariat avec l'UNESCO et l'Organisation européenne de Coopération en matière de Sécurité.

Cojep a été créé en 1985. Les conditions sociopolitiques, les attentes des citoyens et les moyens de Cojep ont influencé son évolution. Partant d'une association locale active dans le domaine sportif, il a évolué vers une association au service des attentes plus larges de la société.

Ce mouvement est donc porté par les efforts d'enfants d'immigrés ayant rejoint la France dans les années 70. Les processus tels que la migration, le statut de migrant, l'appartenance, la sédentarisation, la citoyenneté, la participation démocratique, le vivre ensemble, le combat contre le racisme et les discriminations ont permis au mouvement du Cojep de trouver sa place au sein de la société civile internationale. La consolidation de Cojep est assurée par son ouverture d'esprit pour bien accueillir les conseils et critiques d'autres acteurs de la société civile.

L'expérience acquise au fur et à mesure des années permet aujourd'hui à Cojep d'œuvrer pour les valeurs communes à l'humanité. Étant convaincue que la société civile a un rôle tout aussi important que les États, les organisations internationales ou les médias dans le développement et le renforcement de la Paix, la Justice, le Droit, les Libertés et la Démocratie, notre association a fait ses preuves dans ces domaines en devenant une organisation respectée par la communauté internationale.

L'objectif premier :

L'objectif premier de notre ONG est son utilité, à savoir comment élever la qualité du débat sur le rôle de COJEP dans notre société actuelle. En raison de sa forte pertinence dans ce domaine, ainsi que sa recommandation à l'UNESCO, au Parlement européen, au Conseil de l'Europe, aux Nations unies et des autres institutions internationales elle a été prise comme référence. Afin d'aider tout un chacun à trouver les mots, les phrases, les articles se rapportant à telles ou telles questions soulevées dans le débat libre, notre ONG COJEP INTERNATIONAL est présente.

Le second objectif :

Le second objectif est d'expliquer, de donner des repères et renforcer les capacités, de créer les conditions propices au développement d'un esprit critique, d'un consentement éclairé pour un dialogue, car la justice nous concerne tous, mais fait l'objet de préjugés, d'attentes et de fantasmes. C'est une nécessité de contrer les messages racistes, islamophobes ou de haines et d'apprendre des autres pour désapprendre les préjugés tout comme chercher la vérité, comme en ce qui concerne certaines informations fausses véhiculées par les médias ou les politiques.

Le rôle d'alerte de Cojep international :

Enfin, **COJEP INTERNATIONAL** alerte la société civile pour une meilleure compréhension et réaction sur les actuels débats. Nous ONG, avons un rôle primordial en tant que lanceurs d'alertes et dans la promotion d'un dialogue citoyen impliquant toutes les parties prenantes dont les gouvernements, les organisations internationales, les décideurs politiques et financiers des secteurs privé et public ainsi que les médias. Il est de notre responsabilité collective d'œuvrer ensemble pour une justice plus équitable comme bien commun de l'humanité.

Note : Le rapport est réalisé selon un ordre chronologique en fonction des organisations internationales.

LE CONSEIL DE L'EUROPE

Lieu : Conseil de l'Europe - Strasbourg.

Date : 15 janvier 2019

Objet : Protéger les valeurs démocratiques du Conseil européen, lutter contre les organisations illégales et les impacts.

L'Association du 15 juillet et COJEP international, ont organisé au Conseil de l'Europe à Strasbourg une conférence intitulée « **protéger les valeurs démocratiques du Conseil européen, lutter contre les organisations illégales et les impacts** ». Elle a été assistée par le député de AK parti Mr Sirakaya, le Président COJEP M. Ali Gedikoğlu, le président M. Tarrık Şebik de l'association 15 juillet, la coordinatrice des relations internationales de Cojep Mlle Sati Arik et de nombreux participants invités.



Le député d'Istanbul d'AK Parti Monsieur Zafer Sirakaya, a déclaré que « **l'Union européenne (UE) devrait soutenir la Turquie dans la lutte contre les organisations terroristes** ». Dans son discours, Sirakaya a déclaré que la Turquie a subi de graves pertes tout en luttant avec le PKK, DEAŞ et FETÖ. L'UE n'a pas le luxe de se distinguer une bonne organisation terroriste ou une mauvaise organisation terroriste. L'UE doit soutenir la Turquie dans la lutte contre les organisations terroristes, selon les valeurs européennes, a-t-il déclaré. Notant que la Turquie a été laissée seule par l'Europe sur la lutte contre le terrorisme, Sirakaya a déclaré : « **le PKK attaque des mosquées en Europe, des associations turques. Les organisations terroristes élargissent les zones événementielles en Europe et en Amérique. Cette situation doit changer** ».

Pour finir, Mr Gedikoglu Ali, Président de Cojep international a jouté que « **L'UE doit prendre une position marquée contre les organisations terroristes** ».

Lieu : Conseil de l'Europe - Strasbourg.

Date : 25 janvier 2019

Objet : Réunion avec le secrétaire général du congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, Monsieur Andreas Kiefer.



Réunion avec le secrétaire général du congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, Monsieur Andreas Kiefer, le 25 janvier à 10h.



L'équipe des relations internationales de COJEP (en présence de Mr. Ali Gedikoglu et Mlle Sati Arik) a eu un entretien en date du 25 janvier au Conseil de l'Europe avec Monsieur Andreas Kiefer, secrétaire général du congrès des pouvoirs locaux et régionaux afin de s'entretenir sur notre collaboration avec le conseil concernant la mise œuvre de la prochaine remise de prix des villes idéales « IDEAL KENT 2 ».

En effet, octobre dernier, COJEP International a organisé la remise des prix des villes idéales au Conseil de l'Europe en présence d'Andreas Kiefer.

S'exprimant lors de la cérémonie de remise des Idealkent Awards 2018 - dans le cadre du troisième Congrès international d'études urbaines qui s'est tenu à Strasbourg le 27 octobre 2018 - le Secrétaire général du Congrès, Andreas KIEFER, a exposé les principes du Congrès pour la participation citoyenne et des structures démocratiquement responsables, également dans les zones urbaines. Il a encouragé les maires primés à continuer à œuvrer pour une politique inclusive et à intégrer les acteurs de l'arrière-pays dans leurs politiques urbaines.



Durant cette réunion réalisée en présence de notre Président Ali Gedikoglu, et des membres de l'équipe des relations internationales, a été discutée la possibilité d'organiser ce grand évènement avec le soutien du Congrès ainsi que d'autres organes européens.

Un protocole de partenariat a été rédigé et a été transmis à l'administration du Congrès.

Lieu : Conseil de l'Europe - Strasbourg.

Date : 6 février 2019

Objet : Réunion avec le cabinet du commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe.



Réunion avec le cabinet du commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe le 6 février 2019.

Nous avons été accueillis en date du 6 février 2019 au Conseil de l'Europe par M. Özgür Derman, Chef de Division et adjoint de la Directrice du Bureau de la Commissaire, et Mme Patricia Ötvös, Conseillère de la Commissaire aux droits de l'homme. Nous avons entretenu cette réunion en présence de notre Président M. Ali Gedikoglu, et l'experte des relations internationales de COJEP Mlle. Sati Arik au Conseil de l'Europe. Lors de cette réunion, a été pris en main les différentes actions de notre ONIG, ainsi que de notre présence active au sein de la conférence des ONIGs et de nos actions dans le cadre des droits de l'Homme. À cette occasion, nous leur avons transmis nos rapports d'activités.

Un échange très intéressant pour les deux côtés a été établi. Une éventuelle collaboration avec le cabinet de Madame la Commissaire **Dunja Mijatović aux Droits de l'Homme** a été discutée.



Session de la conférence des OINGS

La session se tient au Conseil de l'Europe à Strasbourg pendant une semaine, en janvier et en juin, en parallèle des sessions de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Pendant la session se réunissent les trois commissions thématiques, nourries par les travaux de leurs groupes de travail (préparent des résolutions et des recommandations pour adoption en réunion plénière). Cette session permet de faire entendre la voix des ONIGs au Conseil de l'Europe et dans les 47 pays membres du Conseil de l'Europe. Sont discutés de même des sujets d'actualité ou peuvent aussi être présenté le résultat de travaux de groupe de travail sous la forme de side event.

Pendant la session d'hiver à Strasbourg (21-25 janvier 2019), plusieurs débats ont eu lieu sur différents sujets auxquels Cojep International a pris part :

Lundi 21/01/19

- ◆ Rapport d'activité du Bureau et de la Commission permanente.
- ◆ Observation de l'élection présidentielle en Géorgie et des élections parlementaires anticipées en Arménie.

Mardi 22/01/19

- ◆ Mise à jour des lignes directrices pour garantir des référendums équitables dans les États membres du Conseil de l'Europe.
- ◆ Lutter contre l'impunité par la prise de sanctions ciblées dans l'affaire Sergueï Magnitski et les situations analogues.
- ◆ Compatibilité de la charia avec la Convention européenne des Droits de l'Homme : des États Parties à la Convention peuvent-ils être signataires de la « Déclaration du Caire » ? Sénatrice française Maryvonne BLONDIN.

Mercredi 23/01/19

- ◆ La liberté des médias en tant que condition pour des élections démocratiques, Députée turc CHP Gülsün BİLGEHAN.
- ◆ Les médias de service public dans le contexte de la désinformation et de la propagande.
- ◆ Gouvernance de l'internet et droits de l'homme.
- ◆ Discrimination dans l'accès à l'emploi (Député belge Damien THIERY).
- ◆ Pour une population active intégrant les personnes handicapées (Député portugais Adao SILVA).

Jeudi 24/01/19

- ◆ Débat selon la procédure d'urgence ou débat d'actualité.
- ◆ L'évolution de la procédure de suivi de l'Assemblée (janvier-décembre 2018) et l'examen périodique du respect des obligations de l'Islande et de l'Italie.
- ◆ Promouvoir les droits des personnes appartenant aux minorités nationales.

Vendredi 25/01/19

- ◆ La déchéance de nationalité comme mesure de lutte contre le terrorisme : une approche compatible avec les droits de l'Homme ? - Sénatrice néerlandaise Tineke STRIK.

LES NATIONS - UNIES



COMMISSION for SOCIAL DEVELOPMENT

United Nations Headquarters, New York

United Nations Department of Economic and Social Affairs
Division for Inclusive Social Development

#CSaD #SDGs #GlobalGoals VISITE: social.un.org/csocd

Pour une réforme du Conseil de sécurité

C'est agir maintenant ... Pour le multiculturalisme !

Cojep international avec le début de l'année 2019 a décidé de mener une campagne de trois ans portant sur la question de réforme du conseil de sécurité de l'ONU. La première année portant sur la question de la présence de l'Afrique au conseil de sécurité, le premier évènement a eu lieu aux Nations-Unies à New-York. Par ce biais, l'année 2019 a été en ce sens déclaré *l'année de l'Afrique*. Les deux années qui suivront celle-ci, porteront sur l'Asie et l'Europe. Sera discuté pour chacun de ces continents une réforme du Conseil de sécurité qui devient de plus en plus urgente.

L'ONU est une organisation internationale fondée en 1945 afin de prévenir les guerres mondiales futures, afin d'assurer la paix entre les peuples. Toutefois, lorsqu'une résolution coercitive doit être adoptée dans le processus de résolution d'un conflit mondial, l'un des membres permanents utilise son pouvoir de veto et l'ONU s'avère donc inefficace dans son rôle initial. Le maintien de la paix et de la sécurité internationale par « une action rapide et efficace » est, la mission conférée par l'article 24 de la Charte des Nations Unies à son Conseil de sécurité. Aujourd'hui, au milieu d'une impasse diplomatique sur la Syrie, il est difficile de décrire l'organe principal des Nations Unies comme « rapide » et « efficace ».

Lieu : la Commission du développement social à New York

Date : 15 février 2019

Objet : le potentiel économique de l'Afrique pour réformer le Conseil de sécurité de l'ONU, pourquoi l'Afrique devrait-elle avoir un siège permanent ?

Nos partenaires





Le Président de COJEP INTERNATIONAL, M. Ali GEDIKOGLU, exige à juste titre la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU afin de correspondre et de respecter le nouvel ordre mondial par une représentativité plus légitime de chaque État et par le retrait du pouvoir de VETO.



Cela semble être la seule façon de donner à cet organisme sa légitimité et son efficacité dans la résolution des conflits mondiaux. Plus que jamais, aujourd'hui, la société civile doit observer la question de la réforme des Nations Unies, faire connaître les enjeux, lancer des campagnes d'information publique et presser les gouvernements pour trouver des solutions. L'âge des privilèges est terminé.

Objectifs

- Une structure formée par des organisations non gouvernementales doit avoir une chaire au Conseil de sécurité afin de défendre les intérêts civils
- La réforme du Conseil de sécurité de l'ONU afin de correspondre et de respecter le nouvel ordre mondial par une représentativité plus légitime de chaque État.
- Sur ces deux sujets, une campagne de trois ans est prévue pour informer le monde du vote public et influencer le processus décisionnel international.

Nous allons travailler en Europe au niveau des institutions internationales pour changer les injustices historiques de la sous-représentation de l'Afrique au Conseil de sécurité, le seul continent qui n'a pas de siège permanent. Le deuxième sera des actions sur le continent africain avec la collaboration des institutions africaines et des ONG. Dans ce contexte, a été organisé aux Nations- Unies siège à New York un *side event* sur le thème de la réforme du conseil de sécurité.



Mr LARAYEDH Ali, Premier président du gouvernement tunisien et Mr Ali GEDIKOGLU, président du COJEP International.

« De nombreux États réclament depuis des années une profonde réforme du Conseil de sécurité de l'ONU. Sa composition est considérée comme non démocratique, déséquilibrée, moins représentative et ne va plus avec l'évolution de la scène internationale depuis 1945. L'Afrique a accueilli près de la moitié des opérations de maintien de la paix décidées par le CS des Nations Unies (32 sur 71) et 84% du personnel affecté à ces missions (plus de 93000 personnes sur 110000) ».

Patrick Mbeko, journaliste et spécialiste des questions africaines.

« Dans toutes les régions du monde, les voix augmentent pour exiger une réforme de cette institution pour améliorer la gouvernance mondiale. L'Afrique, qui n'avait que trois États membres à la création de l'ONU, enregistre maintenant 54 de la 193. Avec un effectif d'un quart de l'Assemblée générale des Nations Unies, le continent se considère mal représenté par trois sièges non permanents. Avoir une adhésion



permanente à CS signifie avoir une influence significative sur la gouvernance mondiale. Il s'agit d'avoir la propension à affirmer une opinion qui peut être contradictoire, et de garantir son respect au-delà de tous les enjeux».



BAHOUS Selma, Présidente du Conseil de la justice et des droits de Genève.

« Les pays qui ont le droit de veto doivent être appelés à l'utiliser en faveur de l'intérêt général de l'humanité et non pour leurs propres intérêts et pour étendre leur hégémonie à d'autres régions du monde. Il faut rappeler aux Nations Unies sa responsabilité de maintenir l'ordre et la sécurité dans le monde ».

DO NASCIMENTO Jose, représentant de la Ligue politique panafricaine UMOJA.

Le continent africain a un potentiel économique exceptionnel.

Ce potentiel apparaît par rapport à ses ressources minérales, mais aussi en termes de sources d'énergie. Cette concentration simultanée de sources d'énergie et de minéraux donne au continent africain une vocation industrielle qui n'est malheureusement pas exploitée.



Il convient également de noter que l'attractivité de l'Afrique en termes de minéraux fait de ce continent le théâtre par excellence des conflits armés du 21ème siècle. Ceux-ci sont en fait moins sous forme d'agression à la frontière que dans celui d'un concours pour le contrôle d'un territoire riche en minéraux. De ce point de vue, le continent africain est destiné à faire partie du groupe d'acteurs politiques internationaux qui détiennent le pouvoir de décision de s'engager dans une action internationale coercitive de nature militaire ou non militaire en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies. **Toutefois, ce pouvoir de décision est désormais monopolisé par un petit groupe d'États dont les intérêts ne sont pas toujours favorables à une intervention coercitive pour protéger les civils africains victimes de conflits liés à la course à l'accès aux matières premières.**



C'est pourquoi ce monopole doit être aboli et ce pouvoir doit être étendu aux États qui représentent les populations victimes des conflits armés du 21^{ème} siècle. L'Afrique doit donc avoir accès au pouvoir décisionnel du Conseil de sécurité, non pas en tant que membre semi-permanent, mais en tant que membre permanent. Il reste à définir les modalités les plus efficaces de sa représentation en tant que membre permanent du Conseil de sécurité; représentation par un État ou représentation par une organisation régionale (dans ce cas, l'Union africaine peut être un exemple) ?

Nous optons pour une représentation par une organisation régionale car cette solution permettrait à l'Amérique latine, au Moyen-Orient et à l'Asie du sud-est d'obtenir également une adhésion permanente par l'intermédiaire de leur organisation régionale : l'ANASE, la Ligue arabe et l'Organisation des États américains.



Lieu : Nations - Unies, New-York

Date : 31 mai 2019

Objet : Conférence sur la prévention de l'usage de drogue et les actions éducatives préventives.

Dudu KELES, la représentante du Cojep international s'est rendu à New York pour trois jours d'activité autour du thème "un monde sans drogue", en partenariat avec l'ONG Drug Free World.

Le premier jour a débuté avec un tournoi de basketball où les habitants du Queens se sont affrontés et s'est fini sur un discours du président de l'ONG Drug Free World, Bernard Fialkoff, également médecin de profession.

Pendant la seconde journée, à eu lieu une conférence aux nations unies organisé par le Cojep sur le même thème, de nombreux représentant d'ONG au statut Ecosoc on participé à la conférence et de nombreuses ambassades. Le discours d'ouverture à été fait par l'ambassade turc. C'était une occasion pour promouvoir des politiques internationales sans drogues et de mettre en lumière les projets du Cojep international à New York.



Mlle Dudu Keles au nom du Cojep international a précisé que « *Nous travaillons contre le terrorisme, contre les discriminations, l'islamophobie, nous menons des projets pour que les minorités puissent être représenté en France, nous promovons l'éducation et l'égalité des droits pour les femmes, nous responsabilisons les jeunes, notre ONG comptent énormément de jeune avec des postes à responsabilité, nous organisons des forums pour donner la parole aux personnes handicapés, nous organisons aussi des festival culturelles qui accueillent chaque années plus de 3000 personnes, notre mission est de travailler sans relâche pour mettre en lumière toutes les situations qui méritent d'être discutés, d'être mis en lumière et réformé. Notre projet principal cette année consiste à réclamer la réforme du conseil de sécurité de l'ONU.*

Nous revendiquons un siège permanent pour le continent africain, alors que presque 2 tiers des objectifs de l'ONU sont tournés vers l'Afrique, ce continent ne dispose pas de siège permanent au sein du conseil de sécurité. Ce qui en fait ainsi, une instance qui garde ce continent sous tutelle, une forme de post colonialisme très élaboré. Nous revendiquons que le droit de véto soit aboli, cela ne sert qu'à instrumentaliser l'ONU. Et enfin pour finir, nous revendiquons une chaire permanente pour la société civile, qui serait dès lors garant des droits des peuples, quand les gouvernements pondront des tournures autoritaires.

*Tout ça peut paraître très ambitieux et je vois souvent dans les yeux de mes locuteurs, la peur, la peur de se créer des ennuies en embêtant les mauvaises personnes **mais que serait devenu le monde si Nelson Mandela avait eu peur, si Rosa Park avait eu peur ? le monde n'a pas besoin de plus en plus de technologie à ne plus savoir quoi en faire, le monde à besoin de nouveaux héros et je vous assure qu'on peut tous le devenir ensemble**».*



Le programme c'est clos avec un gala de récolte de fonds pour un monde sans drogue où Emmanuela Dupoint, Hugues Sanon, Dudu KELES, Ali Gedikoglu et Sati Arik ont reçu un doctorat honorifique de l'Université du Midwest pour leur activité volontaire aux seins de leurs ONGs.

Lieu : Nations - Unies, Genève

Date : 2 juillet 2019

Objet : Conférence "Paix, Justice et Institutions Efficaces - Le Pacte de Marrakech, Contexte et Enjeux ».

Au nom du COJEP international et au nom de nos partenaires, la ligue politique panafricaine UMOJA et l'ONG Nyiben Jaango nous avons dénoncé le massacre des peulhs en Afrique qui se base sur des critères ethniques. Pour exemple, les civils peulhs du Burkina lancent ici un appel au secours, depuis Janvier 2019 où ils sont victimes d'une chasse au sorcier de la part des Forces de Défenses et de Sécurité du Burkina-Faso, des milices armées et des groupes terroristes. Les peulhs ne sont plus en sécurité dans ce pays ils sont régulièrement injuriés et traités de terroristes, ils sont régulièrement victimes d'exactions, sont molestés, sont régulièrement extraits de lieux publics (marchés, bus, fêtes...) pour être humiliés et exécutés. A ce jour, il y a plus de 1100 écoles fermées dans le pays.

À ce jour, aucune preuve de la culpabilité des victimes d'exécutions sommaires ou de détentions forcées n'a été fournie par les autorités et il n'y a non plus aucune décision de justice qui condamne ou justifie les arrestations et exécutions commises ! On dénombre plus d'une centaine de cas d'exaction depuis le 01.01.2019. Pour exemple, une exécution sommaire a fait à KAIN au Nord 60 morts (tous Peulhs, âge entre 19 et 96 ans) exécutés chez eux devant leurs familles le 4 février 2019.

Nous exigeons une enquête des Nations-unies pour mettre en lumière toutes les exactions commises et que les coupables soient ainsi punis. Toutes ces informations sont de sources vérifiées et sont fournies par : le Comité contre l'Impunité et la Stigmatisation des Communautés, le Mouvement Burkinabé des droits de l'homme et des Peuples et l'Observatoire KISAL.



Lieu : Nations - Unies, Genève
 Date : 8 juillet 2019
 Objet : Conférence le respect des Droits de l'Homme en Afrique.

Notre intervention du 2 Juillet 2019 du Palais des Nations-Unies à Genève à l'occasion de la conférence sur le thème de : "Paix, Justice et Institutions Efficaces - Le Pacte de Marrakech, Contexte et Enjeux ». COJEP demande le respect du droit maritime international qui oblige au secours sans discrimination puis le rapatriement dans des ports sûrs des migrants repêchés en Méditerranée au lieu de leur retour forcé dans « *l'enfer libyen* ».

CIRID
 INDEPENDENT CENTRE FOR RESEARCH AND INITIATIVES FOR DIALOGUE
 Non-Governmental Organization in Special Consultative Status with the Economic and Social Council of the United Nations

SIDE EVENT IN COORDINATION WITH THE 41st REGULAR SESSION OF THE HUMAN RIGHTS COUNCIL, 8th OF JULY 2019, PALAIS DES NATIONS, GENEVA
 10:00 – 11:00, Room XXV

10:00 AFRICAN-BALKAN DIALOGUES II | Room XXV

Concept note: The 7-8th of July 2019 African Union Summit in Niamey celebrates the entry into force of the African Continental Free Trade Area, the 1st largest economic zone on Earth. African Union integration process includes efforts to build regional economic blocs such as Southern, East, Central, West, North Africa and the Diaspora Region.

In the Diaspora, Balkan Egyptian Community is the oldest recorded African Diaspora Community living in Europe. Sent out of Egypt about 3000 years ago during the global war between Egypt and the Hittites, they were the first migrants workers from Africa to work in the mines of the nowadays Western Balkans and beyond for the purpose of sustaining Egypt. Egypt and Hittites eventually resolved to end war and signed the first ever recorded diplomatic reconciliation based on the principle of equity, the Peace Treaty of Kadesh that shall be universal and eternal. It is conserved at the UN Headquarters in New York.

The Balkan - African Dialogue was launched by CIRID during the 40th Human Rights Council to enhance the international dialogue on people of African descent, African migrations and the institutionalization of the 6th building bloc of the African Union, the Diaspora, thus participating in the quest for the realization of the United States of Africa.

Above all, the quest for Pan-African Unity remains the main challenge. The Panel will discuss challenges in the areas of racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance both in Africa and the Diaspora world. The Guest of Honor is Hon. Mr. Veton BERSHA, Member of the Assembly of Kosovo, the first country in the world to recognize the 3000 year old African community from Egypt living in the Balkan.

Guest of Honor

				
VETON BERSHA, Member of Parliament, Republic of Kosovo, Egyptian Community of Kosovo	RUBEN ZEMON, PhD Member of Parliament, Egyptian Community of North Macedonia	DUDUKELES, PhD UN Rep. Of COJEP, Council for Justice, Equality and Peace, Turkey, France	HAWATALL Pan-African League UMOJA Chapter, CEO Tol Haya, Mauritania	JOEL HAKIZIMANA Swiss Permanent Secretary of CIRID Burundi Diaspora Switzerland

Moderator

Lieu : Nations - Unies, Genève

Date : 24 septembre 2019

Objet : Conférence le respect des Droits de l'Homme en Afrique.

Le Cojep international a organisé aux Nations - Unies une conférence sur le thème du respect des droits de l'Homme en Afrique avec ses partenaires ORIW et la ligue panafricaine UMOJA le 24 septembre 2019 au palais des Nations - Unies à Genève.

La modératrice, Mlle Dudu KELES, coordinatrice des relations internationales à l'ONU pour le COJEP à présenter son ONG en faisant part de leur projet qui consiste à revendiquer la réforme du conseil de sécurité de l'ONU. Le continent africain étant le seul continent à ne pas avoir de droit de veto, de chaire permanente au sein du conseil de sécurité de l'ONU. « **Le droit de veto doit disparaître** » a-t-elle dit, « **pour que l'ONU arrive enfin à temps sur les lieux de conflits et pour que celui cesse d'être un instrument au service d'un post colonialisme sophistiqué en Afrique et dans le monde** ».

LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME EN AFRIQUE

INTERVENANTS

MR DIOGENE HENDA-SENNY Président de la ligue Panafricaine UMOJA	MME HAWA TALL Membre de la ligue Panafricaine UMOJA
DUDU KELES Coordinatrice des relations Internationales à l'ONU pour Le Conseil pour la Justice, l'Égalité et la Paix	CELIL YILMAZ Secrétaire Générale du Conseil pour la Justice, l'Égalité et la Paix Modérateur

MARDI 24 SEPTEMBRE 2019 | DE 13H A 14H
SALLE IV | PALAIS DES NATIONS UNIES | GENEVE

Coordonnées de contact :
COJEP INTERNATIONAL - 18 rue chemin de fer - 67 200 Strasbourg - FRANCE
mail : cojep.relations.int@gmail.com - website : www.cojep.com
Responsable de l'événement : Dudu KELES - dudukeles@hotmail.fr

Logos: COJEP INTERNATIONAL, ORGANISATION RACISME ISLAMOPHOBIE WARCH ORIW, LP-U

Madame Hawa Tall, membre d'UMOJA, a continué le discours avec un exposé sur la situation des droits de l'Homme en Mauritanie, « **aujourd'hui beaucoup de noirs mauritaniens sont des apatrides dans leur propre pays à cause de la gestion raciste et discriminatoire de l'octroi de papier d'état civil** », a-t-elle dit, elle-même étant dans ce cas. De plus, « **la situation des femmes probablement la plus calamiteuse car une femme violée peut se faire accuser de zina, ce qui peut aboutir à une peine de mort, de la prison, ou la lapidation** » a-t-elle ajouté.





Pour finir, c'est Monsieur Henda Senny Diogène, qui a pris la parole, le président de la ligue panafricaine UMOJA. « Nous exigeons aussi que l'on cesse des arrestations et intimidations des nouvelles figures des activistes africains, qui contestent la mainmise des puissances étrangères sur les ressources africaines, nous pensons particulièrement à Guy Marius SAGNA au Sénégal et ses compagnons, régulièrement arrêtés et embastillés », a-t-il dit. « Ainsi que pour Maurice KAMTO et ses compagnons au Cameroun; Le général Jean-Marie-Michel MOKOKO et Okombi SALISSA et leurs amis au Congo-Brazzaville ; Les prisonniers politiques en Côte d'Ivoire et dans les pays voisins relativement aux événements de 2011 ; Et naturellement de tous les prisonniers politiques non médiatisés qui croupissent dans les geôles africaines du Gabon, du Bénin, du Nigéria, etc. »

Lieu : Genève - Nations Unies

Date : 18 décembre 2019

Objet : Side event: Finale de l'année africaine - Projet Agis en faveur du multiculturalisme.

La suppression du droit de veto à l'ONU a été sur la table de discussion.

Au club Suisse de la presse à Genève, le Conseil pour la justice, l'égalité et la paix (COJEP) a organisé le mercredi 18 décembre dernier une conférence sur le thème du "problème migratoire en Europe" où la suppression du droit de veto a été soulevé par le public présent.

Avec des partenaires Africains étant les plus concernés, cette conférence a eu lieu à l'occasion de la journée mondiale des migrants où le Président de la ligue panafricaine (UMOJA) s'est grandement accentué dans son discours sur les atteintes aux droits fondamentaux en Afrique alors il a encore regretté de voir monsieur Guy Marius SAGNA et plusieurs autres de ses amis sénégalais jetés en prison pour avoir manifesté contre la hausse des prix de l'électricité au Sénégal. Pour monsieur Henda-Senny, les Africains fuient leur continent à cause du manque de liberté.



Par ailleurs, l'activiste sénégalais Guy Marius SAGNA identifié comme leader du mouvement "France Dégage", a reçu le prix d'honneur de l'activiste de l'année lors de cette même activité du COJEP.

En effet a été organisé à cette occasion la 10^e édition des prix de Cojep. Une cérémonie de prix organisée tous les ans depuis maintenant 10 ans, décernant différents prix dans différents domaines afin de valoriser les bonnes pratiques.



Néanmoins, l'Ambassadeur mondial pour la Paix d'origine haïtienne, Hugues SANON, a demandé aux Haïtiens, aux Africains et aux humanistes du monde entier de se liguier pour mieux mener leur noble lutte. Il a aussi relaté l'histoire de sa terre natale, mère des indépendances, qui a brisé l'ordre mondial tridimensionnel: colonialiste, esclavagiste et ségrégationniste. De plus, selon monsieur SANON, la lutte pour le respect des droits de l'homme est un combat perpétuel, en particulier les droits fondamentaux dans le monde, alors les organismes de droits humains nationaux et internationaux doivent travailler amplement pour faire échec aux gouvernements et autres violateurs de ces droits combien importants pour un monde meilleur.

Le COJEP a donc décidé de décerner le prix honorifique de l'humanitaire au diplomate Hugues SANON pour son grand engagement pris à la cause de l'humanité.

D'autre part, quant au Secrétaire général de l'Association internationale pour la Justice, l'égalité, l'insertion et la Paix, monsieur Auguste ESSAMA a vertement critiqué les conditions d'obtention du titre de séjour en Suisse et en Europe en général où il s'est appuyé sur les discriminations politiques faites par les autorités européennes. Alors que le journaliste à l'Organisation des Nations unies (ONU), Gorgui Wade Ndoye El Hadji, et un représentant du Parti sénégalais PASTEF ont aussi pris part au débat pour souligner des incohérences dans la politique migratoire, spécialement au niveau des instances internationales. Dans ce cas, les participants ont réclamé clairement une réforme au sein de l'Organisation mondiale afin de répondre aux exigences

Entre temps, la coordonnatrice des projets internationaux au sein du COJEP a fait un rappel sur le projet du COJEP, une ONG qui priorise le multiculturalisme dans ses différentes interventions et qui préconise la réforme au sein du Conseil de Sécurité des Nations-unies. Le COJEP opte pour la suppression du droit de veto à l'ONU mais il souhaite la réhabilitation du rôle de l'assemblée générale. "L'Afrique à elle seule représente un quart des États membres à l'ONU mais elle n'y a pas encore de chaire permanente", a regretté madame Keles, ayant affirmé que les ONGs se sentent exclues au sein des instances internationales.



De ce fait, il faut accorder une place plus importante aux ONGs et cela leur permettront de participer aux instances de décisions internationales, a ajouté la coordinatrice, qui voit en l'ONU une institution internationale au service d'un système post-colonialiste complexe asservissant l'Afrique dans son ensemble.

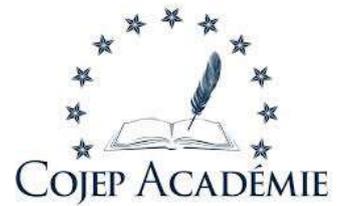
Enfin madame Keles s'est dit de croire au "multiculturalisme et au bénéfice mondial existant dans la création des systèmes" mais en se conformant à la probité universelle des droits de l'Homme.

À rappeler, les quatre coins du monde célèbrent chaque année la journée mondiale des migrants, le 18 décembre, mais cette journée a été aussi proclamée par l'ONU le 4 décembre 2001. En effet, l'Organisation mondiale commémore l'adoption de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille du 18 décembre 1990. Ainsi, tous les États membres de l'ONU sont aussi tenus de célébrer cette journée afin de dissiper les préjugés sur les migrants et de sensibiliser le public planétaire à leurs contributions socio-économico-culturels tant qu'à leurs pays d'origine que leurs pays destinataires.

UNESCO

“ COJEP Académie est une association dont les membres façonneront l'avenir de l'humanité ”

Ali Gedikoğlu, Président de COJEP International.



Lieu : UNESCO

Date : 24 avril 2019

Objet : Rencontre associations étudiantes



Cojep Académie est une association qui accompagne les étudiants étrangers en France qui souhaitent étudier, donnant des conseils aux étudiants et formations complémentaires à leurs cursus. Nous bâtissons un réseau commun, les encourageons et assurons la coordination entre les autres associations d'étudiants internationaux comme aujourd'hui avec l'association internationale UDEF avec M. Mehmet Ali Bolat, Président de l'UDEF.

Nous avons enrichi cette rencontre avec plusieurs associations d'étudiant(e)s et l'intervention de la responsable pour l'UNESCO et spécialiste du programme section de l'éducation à la citoyenneté mondiale et pour la paix **Madame Élodie BETH SEO.**

Les autres intervenants :

- **M. Muhammed Malik Taylan** : Coordinateur général des actions extérieures de l'UDEF
- **Mlle Fatma Cakir** : présidente de l'association AFET
- **Mme Olivia Mukulu** : la Présidente du International Youth Council France
- **Pr. Salma Meznagui** : l'association Alae Eddine International Académie du Maroc. -
- **M. Ayyoub Sabbar** : le président de l'association Al-Wissal, de l'INALCO Sorbonne et L'association ADET
- **M. Ahmet Cetin** : le Président de COJEP ACADÉMIE.

Remise de prix d'honneur aux intervenants :



Nos principes fondamentaux :

- Travailler avec le concept que « *chaque homme est un monde* »
- Voir les différences comme une richesse
- Ne pas oublier la fraternité comme un objectif
- Pas de compromis sur les problèmes fondamentaux
- Prêter attention au partage des idées, ne pas être dur et être sans préjugés
- Avoir la compréhension et le concept hôte-invité, « Ansar-Mahajir » - « aideurs »
- Travailler avec la mentalité des valeurs humanitaires

Agissez ensemble dans vos efforts quotidiens !

Objectifs stratégiques :

- Atteindre tous les étudiants quelque soit sa nationalité
- Informer et créer en ce qui concerne le concept d'étudiants invités
- être en coopération avec les institutions internationales
- Atteindre un objectif commun et travailler avec toutes les autres associations
- créer un réseau et être en contact avec les diplômés et les accompagner, les aider à s'organiser dans leurs pays.

Lieu : UNESCO

Date : 24 avril 2019

Objet : Rencontre associations étudiantes

COJEP international assiste au sommet mondial de l'innovation de l'éducation organisée par WISE (19-21 novembre 2019) au siège de L'Unesco avec la participation de plusieurs intervenants venus de différents pays du monde comme le Singapour, El Salvador, l'Australie et le Nigéria afin de partager leurs expériences sur les techniques d'enseignement scientifique et du développement de l'éducation et ainsi sensibiliser le public sur l'importance des techniques pédagogiques.



PARLEMENT EUROPÉEN - BRUXELLES

Cojep international assiste à la plénière au Parlement européen à Bruxelles. Ce fut une plénière qui nous déçoit de la part de l'union européenne qui vient de reconnaître « *Mr Guaido autoproclamé président* ». L'Union européenne ne respecte pas le choix démocratique du peuple vénézuélien.



Lieu : Parlement européen - Bruxelles

Date : 26 février 2019

Objet : Débat commun avec la commission du développement et la sous-commission des droits de l'homme.

Cojep international assiste à la réunion : débat commun avec la commission du développement et la sous-commission des droits de l'homme. Ceci est la suite du pacte de Marrakech sur la migration. Le débat sur la migration et les droits des réfugiés continu d'être débattu au parlement européen, suivi de la politique de chaque pays européen suite aux élections, comme exemple la Hongrie avec l'extrême droite au pouvoir et sa politique anti-migrante.



Ce phénomène s'est propagé dans toute l'Europe, les députés socialistes s'inquiètent de cette montée au pouvoir de l'extrême droite. Nous assistons au débat avec une grande inquiétude, et témoin de la montée de l'islamophobie au parlement européen.

Lieu : Parlement européen - Bruxelles

Date : 16 juillet 2019

Objet : Élection présidente de la Commission européenne.

Nous avons assisté au vote de la Commission européenne. La ministre de la défense allemande, Ursula von der Leyen, a été nommée pour le poste de Président, par le Conseil européen. Suite à cela elle a présenté son programme et en a débattu avec les députés européens.



Lieu : Parlement européen - Bruxelles

Date : 8 octobre 2019

Objet : Les candidats au poste de commissaire européen - Réunion de débats.

Après avoir été élus, les députés européens doivent maintenant auditionner les candidats au poste de commissaire européen avant d'approuver la Commission européenne dans son ensemble.

Plus de 200 000 000 d'Européens ont voté aux élections européennes de mai 2019, octroyant un rôle important au Parlement européen. Les élections furent, en effet, la première étape d'un processus de changement au sein des institutions européennes qui se conclura avec le corps exécutif de l'Union européenne, la Commission européenne.

Le premier novembre, après avoir reçu le feu vert du Parlement européen, une nouvelle équipe de commissaires devrait prendre ses fonctions. Avant de se prononcer lors d'un vote en session plénière, les députés européens rencontreront chaque commissaire-désigné et testeront leurs aptitudes lors d'une série d'auditions publiques.



Lieu : Parlement européen - Bruxelles

Date : 6 novembre 2019

Objet : L'interminable Brexit : Décider de l'avenir des relations avec l'UE.

Les députés européens ont adopté une résolution fixant les lignes rouges sur les négociations pour le Brexit. Parmi les priorités se trouvent les droits des citoyens européens qui vivent au Royaume-Uni et des citoyens britanniques qui vivent dans un autre État membre, la préservation du processus de paix en Irlande du Nord et le respect de ses obligations financières par le Royaume-Uni.

Dans une résolution adoptée mercredi 13 décembre 2017, le Parlement salue le rapport d'avancement conjoint sur le Brexit tel que présenté par les négociateurs de l'UE et du Royaume-Uni le 8 décembre.

Il est également possible que l'Union européenne et le Royaume-Uni ne parviennent pas à s'entendre. Dans ce cas, et si aucun accord concernant une prolongation des négociations n'est trouvé, le Royaume-Uni quittera automatiquement l'Union européenne en **janvier 2020**. Le pays devra ensuite négocier avec l'Union européenne selon les règles établies par l'Organisation mondiale du commerce.

OSCE

Lieu : OSCE - Varsovie (Pologne)

Date : 25 septembre 2019

Objet : Conférence « l'analyse des élections du Parlement européen: l'avenir du multiculturalisme en Europe ».

Durant la session des droits de l'Homme - Human Dimension Implementation Meeting (HDIM), Cojep international a organisé un évènement parallèle. Le 25 septembre 2019, le thème principal de la manifestation organisée à OSCE était : « ***l'analyse des élections du Parlement européen: l'avenir du multiculturalisme en Europe*** ».

Sati Arik (coordinatrice des relations internationales de Cojep), a ouvert le débat en présentant Cojep et en expliquant les objectifs de l'évènement aux orateurs.

Laura Batalla Adam (Conseillère principale en politiques au Parlement européen et assistante de députés européens) a parlé des récentes élections européennes et donc des changements politiques intervenus. Elle a souligné nettement l'augmentation du populisme en Europe et du manque de confiance des européens face à l'UE mettant à mal un possible et meilleur vivre-ensemble. De plus elle a élaboré quelques analyses concernant les mesures prises par le parlement

européen face à ce constat menaçant la raison d'existence même de l'UE. L'avenir du multiculturalisme en Europe progresse-t-il ou non ? nous avons essayé de répondre à cette question.



Enfin, Bechir Nefzi (ancien député du Parlement tunisien et directeur de l'Observatoire de Paris pour la diplomatie et les études stratégiques) a commenté les résultats de l'élection du Parlement européen. Quel est le sens des résultats des élections au Parlement européen en termes de migration ? Que signifie cette nouvelle ère pour la communauté musulmane et la politique de multiculturalisme en Europe ? Après ses profondes analyses, Monsieur Nefzi rappelant la montée des partis politiques extrémiste en Europe, énonce son inquiétude face au défi du multiculturalisme, qui selon lui lui est l'ADN de l'UE.



COJEP - GROUPE DE PILOTAGE

Le 1 septembre 2019 Cojep International a porté son action en dehors de ses frontières avec la création du groupe de pilotage. Son action se résume à être présente sur la scène internationale afin de faire évoluer les relations entre pays, ONGs, partenaires et académies.

Nous avons commencé par la Géorgie et l'Azerbaïdjan et nous allons continuer avec les pays de l'Asie pour l'année 2020. L'objectif de COJEP est de renforcer nos capacités à la construction du partenariat international pour la mise en place d'actions communes.

La délégation du groupe de pilotage COJEP, a commencé par la Géorgie et en Azerbaïdjan du 1er au 7 septembre 2019 pour une série de rencontres. Au cours de ses visites dans le Caucase du Sud, nous avons rencontré plusieurs politiciens, recteurs d'universités, représentants de la société civile et les institutions internationales afin d'échanger nos points de vue et mettre en place une stratégie commune de travail.

Dans le cadre de ces rencontres, l'objectif était de cerner les mesures qui nous permettent de relier ces géographies avec les organisations internationales afin de mener des projets. La délégation était composée par :

- Mr Ali Gedikoglu, Président de Cojep International et le secrétaire général Mr Celil Yilmaz accompagné de;
 - Ms. Sati Arik, coordinatrice générale des relations internationales et responsable de l'Asie,
 - Ms. Ifakat Yuna, coordinatrice à l'UNESCO, l'OCDE et responsable de l'Europe,
 - Ms. Dudu Keles, coordinatrice à l'ONU et responsable de l'Afrique.



L'objectif de ce voyage était de créer une coopération accrue avec les organisations non gouvernementales à travers le monde et leur participation active aux processus de prise de décisions internationales. Dans le cadre de ce programme de visite du Caucase du Sud, nous avons discuté de la participation active des associations du Caucase du Sud aux processus décisionnels européens.

● **Début du projet :**

Nous avons commencé notre projet, avec plusieurs échanges de mails. Suite à la validation de ce dernier par les autorités, le 31 août 2019, nous nous sommes réunis à Istanbul pour prendre l'avion à destination de la Géorgie.

Le but de notre mission a été celle d'une « **relation d'égal à égal, construite autour d'un objectif commun** ». C'est donc le besoin de construire des partenariats plus stratégiques, plus réciproques et impliquant une plus grande diversité d'acteurs internationaux.

● **L'objectif : renforcer les capacités :**

« Renforcement de capacités » et « partenariat » ne sont pas équivalents, même si renforcer les capacités est souvent au cœur des objectifs du partenariat. Cette leçon s'est imposée de plus en plus clairement au cours de ces dix dernières années et a complexifié la réflexion sur le partenariat.

Aujourd'hui, **COJEP INTERNATIONAL** fait évoluer les pratiques de partenariats et cherche davantage à s'exprimer dans un espace et un temps qui lui est propre (même si le projet reste, de fait, le support principal de l'action collective des groupes de travail).

COJEP INTERNATIONAL s'inscrit dans le partenariat et stratégies institutionnelles de chacun en prenant le temps du dialogue autour des visions et missions. **Dans le cadre de ce programme de visite au Caucase du Sud, nous avons discuté de la participation active de la société civile du Caucase du Sud aux processus décisionnels des organisations internationales par le biais des relations de Cojep avec ces derniers.** L'objectif a été d'accroître le nombre d'organisations de la société civile dans le monde, de renforcer leur coopération et d'assurer leur participation active aux processus décisionnels internationaux. Lors de ces réunions, des questions telles que ce qui peut être fait ensemble dans les organisations internationales et quels projets peuvent être mis en œuvre ont été discutées.

● **Déroulement du programme de Géorgie et Azerbaïdjan (1er - 7 septembre 2019) :**

Le 1er septembre 2019

Arrivé à Tbilissi

Le 2 septembre 2019



- Aleksandre Tskitishvili, Directeur exécutif du Centre pour les droits de l'homme (HRIDC)
- Nino Tlashadze, directrice exécutif adjointe



- Nodar Kharshiladze, Fondateur Georgia Strategic Analysis Center (GSAC)
- Giorgi Rukhadze, directeur fondateur des études européennes
- Nini Khomeriki, Chef de projet



- Tinatin Bregvadze, Directeur de l'Institut d'éducation diplomatique et de recherche Ministère des Affaires étrangères et Tamar Mangoshvili, Spécialiste des programmes de formation.

Le 3 septembre 2019

- Tamta Mikeladze, Centre des droits de l'homme et de surveillance (EMC) Membre du Conseil d'administration



Université de Tbilissi

- Ivane Javakhashvili, Rectrice de l'université George Sharvashidze Tbilissi
- Tea Gergedava, chef de département des relations extérieures de l'université George Sharvashidze Tbilissi



- Tinatin Bregvadze, Directrice adjointe du Département de la gestion des ressources humaines du Ministère des affaires étrangères de la Géorgie, et de l'Institut de formation et de recherche diplomatique Levan Mikeladze du Ministère des affaires étrangères de la Géorgie



- Giorgi Badridze, Fondateur/Président du Conseil d'administration de l'Association géorgienne de recherche stratégique et internationale (Fondation Rondeli)



- Ketavan Tsikhelashvili, Ministre du bureau de l'État de Géorgie pour la réconciliation et l'égalité civique
- PHD Lia Gigauri, Ministre adjoint du bureau de l'État de Géorgie pour la réconciliation et l'égalité civique



- Dîner avec l'ambassadrice de la Turquie, **Mme Fatma CEREN** et de des représentants du Conseil de l'Europe, de l'UNICEF et du PNUD.
 - DR Sabine Machl, coordinatrice résidente en Géorgie des Nations Unies
 - Cristian Urse, directeur du Bureau de Géorgie du conseil de l'Europe



Nous remercions notre ambassadrice de la Turquie, **Mme Fatma CEREN** pour son accueil chaleureuse dans sa résidence en Géorgie.

Le 4 septembre 2019

- Arrivée à Bakou
- Dîner en l'honneur de la délégation COJEP avec l'Ambassadeur de Turquie à Bakou
Lieu : Résidence de l'ambassade turque



- Farasat Qurbanov, Directeur Exécutif du conseil d'appui aux ONG sous les auspices du président de la République d'Azerbaïdjan (Soutien de l'État aux ONG affiliées à la Présidence de l'Azerbaïdjan)
- Togrul Memmedli, chef du département des relations internationales



- Dashqin Recebli, sous-secrétaire du Comité des affaires de la diaspora de la République d'Azerbaïdjan



Le 5 septembre 2019

- Aflatun Amashov, Président du Conseil de presse azerbaïdjanais



- Farid Shafiyev, Président du Conseil Centre de recherche sur les relations internationales



- Fariz Ismailzade, Vice-Recteur Université ADA (*Académie diplomatique d'Azerbaïdjan - Université ADA*)



- Tural Genceliyev, Président et Membres du conseil d'administration de la Société azerbaïdjanaise du Haut-Karabakh



Le 6 septembre 2019

- Rencontre avec d'autres ONGs Azerbaijanaises :

- Allahverdiyev Toghrul, directeur du Centre d'information de la diaspora Azerbaïdjanaise
- Irada Riza-zadeh, directeur exécutif de l'Union publique pour le bien-être des citoyens
- Nushaba Mammadova, présidente de l'Alliance internationale pour le dialogue et le développement
- Agail Alasgar, responsable du groupe de médias Newchay et de l'Union publique des jeunes du Croissant-Rouge



Notre voyage a été très riche en rencontres. Les réunions se sont portées sur les relations stratégiques entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Turquie et la France. Nous avons échangé nos points de vue sur les activités conjointes de la diaspora des quatre pays. Dans un même temps, les parties ont échangé leurs idées sur les moyens d'établir une coopération entre les ONGs et COJEP international. Le groupe de pilotage Cojep est un critère majeur de la performance dans notre démarche. Nous devons être plus active dans les enjeux en renforçant les liens de territoires à territoires. Plusieurs projets sont donc en cours et des partenariats ont été signés.

● **Articles de presse à propos de nos rencontres :**



ლევან მიქელაძის სახელობის დიპლომატიური სასწავლო და კვლევითი ინსტიტუტი
4 Eylül, 09:17 · 🌐

3 სექტემბერს დიპლომატიურ ინსტიტუტს COJEP International-ის წარმომადგენლები ესტუმრნენ. COJEP International არის საერთაშორისო არასამთავრობო ორგანიზაცია, რომელიც მუშაობს ადამიანის უფლებათა დაცვის, დემოკრატიის, კულტურათაშორისო კომუნიკაციის და სხვა აქტუალურ საკითხებზე. მსხვედრაზე განიხილულ იქნა სამომავლო თანამშრომლობის პერსპექტივები.

On 3 September, the representatives of COJEP International visited the Levan Mikeladze Diplomatic Training and Research Institute of the Ministry of Foreign Affairs of Georgia. COJEP International is a nongovernmental organization which headquarters is located in Strasbourg, France, which works for the Human Rights, Democracy, fighting against racism and discrimination, intercultural dialogue, living together, the citizenship and the other kinds of areas which are interested in the society. In the framework of the meeting were discussed future cooperation perspectives.

Prezident yanında Qeyri-Hökumət Təşkilatlarına Dövlət Dəstəyi Şurası
5 Eylül, 15:13 · 🌐

Azərbaycan Respublikası Prezidenti yanında Qeyri-Hökumət Təşkilatlarına Dövlət Dəstəyi Şurasında Avropa Şurasının Vətəndaş Cəmiyyətləri ilə İş üzrə Bölməsinin rəhbəri xanım Mary-Ann Hennessey və Avropa Şurasının Bakıdakı ofisinin rəhbəri cənab Zoltan Hernyesseylə görüş keçirilib. Şurada həmçinin, COJEP Beynəlxalq Təşkilatın nümayəndə heyəti ilə də görüş keçirilib. #QHTŞurası



Azerbaijani Community of Nagorno Karabakh
@AzeCommunityNK

Today members of @AzeCommunityNK met the delegation of #Strasbourg based international organization @Cojep_inter at the premises of the community. It was highlighted that #Armenian aggression must be ended immediately & 🇦🇷/nis must return to Nagorno-Karabakh without delay. @OSCE

Traduire le Tweet



4:02 PM · 5 Sept 2019 · Twitter for iPhone

VISITE AU KOWEIT

Rencontre avec les diplomates et visites des structures administratives du Koweït en date du 4 février 2019. Cojep international a été l'invité d'honneur de l'ancien ministre de la Justice, Monsieur Jamal El-Shebab.



Le mois de février a été un mois très riche pour l'équipe internationale de Cojep. Le président Mr. Ali Gedikoglu et Mlle. Sati Arik se sont rendus au Koweït pour rencontrer plusieurs personnalités diplomatiques et Présidents de structures au Koweït afin de présenter la Cojep et ses actions.

LES ÉVÈNEMENTS

Lieu : Parlement européen (Strasbourg)
Date : 16 janvier 2019
Objet : Rencontre avec eurodéputé Ismail Ertug.

Rencontre : M. Ali Gedikoğlu et Mlle. Sati Arik a rencontré M. Ismail Ertuğ, député du parti socialiste allemand au Parlement européen. La réunion s'est concentrée sur le racisme et la discrimination qui s'élèvent en Europe. À cet égard, nous avons également échangé des avis sur ce qui pourrait être fait à l'avenir.

Lieu : Conseil de l'Europe (Strasbourg)
Date : 22 janvier 2019
Objet : Participation side event de SETA.

Participation à la conférence SETA « Foundation for Political, Economic and Social Research ». Le sujet de la conférence était l'islamophobie grandissante en France et les répercussions potentielles pour l'Europe.



Lieu : Unesco (Paris)
Date : 15 février 2019
Objet : Réunion du comité de liaison de la section ONG.

Cojep international était présente à la réunion du comité international des ONG à l'UNESCO / Paris et a participé en tant que membre du comité pour le planning de la programmation des forums pour l'année 2019.



Lieu : Istanbul (Turquie)
Date : février 2019
Objet : Réunion internationale de IHH.

Dudu Keles, Représentante de la France au nom du COJEP international participe au Mouvement de Conscience à Istanbul en février 2019. C'était une réunion de plus de 120 ONGs issues de plus de 50 pays ayant pour objectif de revendiquer la libération des enfants et des femmes dans les prisons syriennes.



Lieu : Sénat (Paris)
Date : 15 février 2019
Objet : Au sénat une table ronde « la lutte antiterroriste française et européenne ».

La menace terroriste est toujours très élevée et diffuse, et qu'il serait bien dangereux de la relativiser en raison des revers militaires d'organisations terroristes, le Pôle Radicalisation & Terrorisme - dirigé par Manon Victoria - et le Centre International de Recherche & d'Analyse (C.I.R.A.) organise une table ronde sur « la lutte antiterroriste française et européenne ».

Les groupes djihadistes ont une capacité d'adaptation et d'organisation qui a été démontrée au cours des dernières décennies. Il serait également contreproductif de céder au triomphalisme ou, inversement, de n'avoir qu'une vision critique des autorités françaises et des mesures européennes dans la lutte antiterroriste. Un intense travail est effectué par les experts au niveau national et européen. Une table ronde des meilleurs spécialistes du contreterrorisme, en la personne de :

Jean-Charles Brisard, Président du Centre d'Analyse du Terrorisme (CAT) et Arnaud Danjean, député européen membre de la commission Affaires étrangères du Parlement européen et de la sous-commission Défense. Il a également été agent à la Direction générale de la Sécurité extérieure (DGSE).

Outre les questions relatives à la lutte contre le financement du terrorisme et le sujet des revenants, la première partie l'état des lieux et l'avenir de la lutte antiterroriste française Mr Jean-Charles Brisard a pris la parole, puis M. Arnaud Danjean sur la lutte antiterroriste à l'échelle européenne et la coopération internationale en la matière.

Lieu : Portugal

Date : 1er mai 2019

Objet : Réunion de clôture du projet **Let's science** à Lausada au Portugal.

Réunion de clôture du projet **Let's Science** à Lausada au Portugal début mai 2019 auquel COJEP était partenaire. L'Institut des relations internationales et études stratégiques en coordination avec le programme Erasmus + AC2 relevant du Ministère de l'UE, soutenue par l'Agence nationale de la Turquie a lancé le projet « Let 's Science» pour la scolarisation des jeunes réfugiés dans des conditions d'apprentissages prenant en compte leurs lacunes et leur permettant de les dépasser.



Lieu : Istanbul (Turquie)

Date : 8 avril 2019

Objet : Deuxième forum international de l'académie du Maroc.

COJEP INTERNATIONAL participe au deuxième forum international de l'académie du Maroc à Istanbul. Mme Ifakat Yuna est intervenue au nom de Cojep au forum propos des défis de la mondialisation. Les académiciennes ont félicité Mme Ifakat Yuna représentante de Cojep International pour son intervention au sujet l'importance des femmes sur l'éducation scolaire et religieuse des enfants et des effets négatifs de la mondialisation.



Lieu : Istanbul (Turquie)

Date : 4 mai 2019

Objet : Forum UDEF - rencontre finale internationale d'étudiants.

Cojep a participé à la finale des conférences de UDEF à Istanbul pour la clôture du programme internationale. La fédération internationale des associations étudiantes (UDEF), a rassemblé des milliers d'étudiants internationaux (avec plus de 65 associations) pour la finale de la 12^{ème} rencontre avec le slogan « à un monde juste de l'est à l'Ouest ». Ce rassemblement international d'étudiants a eu lieu dans 51 pays et 91 villes entre le 1^{er} février et le 4 mai 2019, donc l'une aussi à Paris avec notre partenariat à l'UNESCO.



Des milliers d'étudiants internationaux de 203 pays qui ont créé une mosaïque de richesses avec les couleurs culturelles de leurs pays. Les événements qui ont débuté le 1^{er} février ont été la scène d'images colorées des zones géographiques couvrant des millions de kilomètres carrés, de la Turquie et de la Malaisie à l'Équateur, de l'Angleterre à l'Afrique du Sud. Les étudiants du Burundi, du Yémen et du Caucase ont participé avec les présentations de leurs danses locales.

Lieu : Istanbul (Turquie)
Date : 29 juillet 2019
Objet : UDEF - COJEP Réunion.

Les dirigeants de **l'UDEF et de COJEP International** se sont rencontrés au siège de l'UDEF à Istanbul pour discuter et établir un calendrier des projets futurs.

Président de l'UDEF Mr Mehmet Ali Bolat et le président de COJEP International, Mr Ali Gedikoğlu, ont tenu un discours sur les stratégies à adopter. Mr Ali Arıkmert, vice-président de l'UDEF chargé des études étrangères, Mr Muhammed Malik Taylan coordinateur général de l'unité des études internationales de l'UDEF, Mr Emre Eryılmaz coordinateur de l'unité des études internationales de l'UDEF, Mr Yunus Tatlı coordinateur de l'organisation de l'UDEF à Istanbul, secrétaire général du COJEP, ainsi que Mlle Satı Arık et Mme İfakat Yuna, les coordinatrices COJEP International, ont participé à la réunion.

UDEF et COJEP International formeraient un groupe de contact conjoint comme première phase des projets et mèneraient des activités communes à l'étranger pour les étudiants sous le thème de l'éducation et les relations internationales.



Lieu : Ankara (Turquie)

Date : 1er août 2019

Objet : ADAMOR - COJEP Réunion.

Mr. Yusuf Sunar a reçu l'équipe de Cojep international au siège de l'institut **Ideal Kent (Adamor)** à Ankara pour discuter des derniers détails du forum des villes idéales qui se déroulera le 16 janvier 2020 à L'UNESCO - Paris.

Ideal Kent vise à soutenir les projets de planification qui calcule la croissance de la ville à l'avenir d'une manière multidimensionnelle, la protection de la structure urbaine et architecturale, les applications de transformation urbaine centrée sur l'homme, les efforts pour l'identité et la culture la construction, les dispositions de l'écologie humaine et de la planification environnementale, l'urbanisme centré sur les piétons, l'incitation aux pratiques de transport de masse, et encourage les acteurs urbains qui se soucient et font des efforts pour maintenir participative démocratie dans les villes.



Les objectifs de développement durable sont conformes au Programme des Nations Unies à l'horizon 2030.

Objectifs :

- Renforcer la coopération internationale entre les villes étant identifiées comme un facteur stratégique de leur développement durable.
- Dynamiser et valoriser l'action des villes pour faire de la créativité un levier essentiel de leur développement urbain.

Domaines d'action :

Les objectifs sont mis en œuvre au niveau des villes membres ainsi qu'au niveau international, notamment à travers les domaines d'action suivants :

- Partage d'expériences, de connaissances et de bonnes pratiques ;
- Projets, partenariats et initiatives pilotes
- Programmes et réseaux d'échange professionnels ;
- Études, recherches et évaluations de l'expérience des Villes idéales ;
- Politiques et mesures pour le développement urbain durable ;
- Actions de communication et de sensibilisation.

Lieu : New-York (USA)

Date : 27 septembre 2019

Objet : 74^{ème} Sommet mondial de l'amour et de la paix

Notre Ambassadeur Hugues Sanon a participé au 74^{ème} Sommet mondial de l'amour et de la paix organisé en vendredi 27 septembre 2019 à l'Assemblée générale des Nations Unies. Le Dr Hong, Tao-Tze, président de la Fédération of World Peace and Love, présente la boussole de la conscience, soulignant l'adoption par les Nations Unies de la résolution de Bahreïn désignant le 5 avril «*Journée internationale de la conscience*». Mr. Hugues Sanon, notre envoyé spécial des relations internationales au Nations Unies pour COJEP International (le conseil Justice, Égalité) et également ambassadeur pour la paix mondiale, vice-président de l'Organisation mondiale pour le développement durable a reçu le prix de la paix lors du forum.



Lieu : Paris

Date : 26- 27 septembre 2019

Objet : Conférence de Haut niveau pour le 25^e anniversaire de l'ECRI au ministère de la cohésion sociale.

COJEP INTERNATIONAL a participé à la conférence de Haut niveau pour le 25^e anniversaire de l'ECRI au ministère de la cohésion sociale. Nous avons pu exposer nos incertitudes et nos craintes sur les événements récents des discriminations envers les musulmans en France et en Europe. Nous avons eu l'occasion de rencontrer **Mr Muhterem INCE, Vice-ministre de l'intérieur de la Turquie**, nous lui avons fait un bref exposé de notre travail et de nos fonctions au sein du conseil de l'Europe.



Nous avons discuté avec Mr Jean-Paul LEHNERS le Président de l'ECRI de l'avenir des musulmans et de son engagement pour la lutte contre l'islamophobie et des mécanismes de prévention et de la lutte contre les discours haine dans les débats politique dans les médias.

Lieu : Strasbourg - institutions européennes
Date : Première semaine d'octobre 2019
Objet : Projet Erasmus+ avec Ikadder - vision internationale programme.

« L'impact des jeunes dans les mécanismes de prise de décisions »

COJEP International et l'association IKADDER de Turquie ont mené ensemble un projet Erasmus nommé « l'impact des jeunes dans les mécanismes de prise de décisions ». L'objectif du projet était donc d'accueillir un groupe de jeunes de Turquie afin de leur faire visiter les institutions européennes à Strasbourg. Le premier jour du programme, nous avons visité le Centre européen de jeunesse ainsi que le Conseil de l'Europe. Au conseil de l'Europe, nous avons pu assister à une présentation de la part d'une experte concernant la convention d'Istanbul et une autre présentation à propos de l'ECRI.

Le programme a continué jusqu'à vendredi avec la présentation d'autres institutions comme le Parlement Européen, la Cour européenne des droits de l'Homme, ou comme l'Eurométropole de Strasbourg,

L'objectif de COJEP est de transmettre aux jeunes une vision internationale afin de développer leurs capacités dans les relations internationales.



Lieu : Bruxelles

Date : 5 novembre 2019

Objet : Congrès international de la diaspora azerbaïdjanaise.

COJEP INTERNATIONAL était invité au congrès international de la diaspora azerbaïdjanaise à Bruxelles. Nous avons échangé nos expériences et travaillerons ensemble pour la défense des droits du territoire azerbaïdjanais « KARABAGH » pour un impact plus stratégique en Europe.



Lieu : Paris

Date : 11-12-13 novembre 2019

Objet : Forum de la paix.

COJEP INTERNATIONAL a participé au forum de la paix à Paris. Nous avons eu l'occasion de rencontrer l'ONG des femmes de SADA de Turquie présent au Forum de la paix, Madame Zübeyde et madame Nazire qui sont les représentantes d'une coopérative créée par des femmes turques, syriennes et afghanes ayant pour devise *"la force vient de l'unité et de la diversité culturelle"*.



De plus, COJEP INTERNATIONAL félicite Mr Altay Cengizer, Ambassadeur, de la Délégué Permanent de la Turquie auprès de l'UNESCO, pour son élection en tant que Président de la 40e Conférence générale. Cojep participe aux réunions et manifestations de la conférence sur les sujets principaux comme l'éducation et l'immigration mais aussi à la réunion ministérielle sur l'enseignement supérieur « *inclusion dans l'enseignement supérieur* » les ODD4 de l'Unesco.



Lieu : Siège de Cojep international (Strasbourg)
Date : 24 novembre 2019
Objet : Réunion Cojep - Institut Darul Ehsan (Malaisie).

En date du 24 novembre 2019, Cojep international a accueilli à son siège Mr. Sharippudin, directeur des relations internationales l'Institut Darul Ehsan se trouvant en Malaisie.

En effet l'année 2019 se terminant, et donc l'année africaine dans le cadre du projet « **Agis en faveur du multiculturalisme** » - la question de la réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, nous avons commencé les préparatifs pour la deuxième année de notre campagne qui aura pour thème l'Asie. L'institut Darul Ehsan de la Malaisie (très forte et pesante institut) sera pour l'année 2020 notre partenaire principal pour ce grand projet. Cette première rencontre a été l'occasion pour le président du Cojep Mr. Ali Gedikoglu de présenter Cojep international en détails mais aussi d'approfondir les relations avec cette institut afin de décider de notre feuille de route pour l'année 2020.



COJEP ACADEMIE

Lieu : Besançon

Date : 23 février 2019

Objet : Formation Cojep Académie.

Cette année, nous avons organisé la formation traditionnelle de COJEP académie le 23 février 2019 à Besançon sous la direction du président Mr Murat Buyuk COJEP de Bourgogne Franche-Comté et avec la présence de notre président Ali Gedikoglu et les responsables de toutes les régions de la France.



Notre conférence portait sur le thème de l'éducation et l'avenir des étudiants franco-turc de France et la formation des dirigeants du COJEP avec 65 participants de nos 6 régions.

- Objectifs 2020
- Les objectifs politiques
- Rappel des événements perpétrés par le PKK et comment y faire face ?
- Le festival Anadolu
- Rappel des faits et vérités de 1915
- Présentation d'ORIW et les moyens mise en œuvre pour combattre l'islamophobie
- Présentation du programme culturel et historique et l'organisation des voyages futures
- Présentation du livre de Mr Pr Kudret Bülbül - « *Quelle jeunesse à travers l'ère de la mondialisation ?* »
- Présentation du programme 2020 de COJEP Académie.

Nous remercions le Président et l'équipe régionale de COJEP ainsi que la participation de l'ancien Président du YTB (*Turks Abroad and Related Communities Presidency*) - (2014-2016), Mr. Pr. Kudret Bülbül qui nous a fait l'honneur de présentation de son livre et a partagé avec nous son expérience professionnelle.

Lieu : Besançon
Date : 21 septembre 2019
Objet : Formation Cojep Académie.

Nous avons organisé la deuxième formation traditionnelle de COJEP ACADEMIE du 21 au 23 septembre 2019 à Besançon sous la direction du président Mr. Murat Buyuk COJEP de Bourgogne Franche-Comté et avec la présence de notre président Ali Gedikoglu et les responsables de toutes les régions de la France.

À cette occasion nous avons invité un important professeur et écrivain de la Turquie Mr. Mehmet Dogan qui nous a fait part de ses analyses de l'histoire du monde.



CONCLUSION

Objectif final de Cojep :

- Contribuer à un dialogue de qualité et utiliser et promouvoir des recommandations concernant les politiques internationales et l'actualité.
- Lancer un *appel des ONGs* à partir des contributions des participants sur les différentes problématiques d'actualité.
- Promouvoir et renforcer les partenariats avec les ONGs et les institutions nationales internationales, afin de combler l'écart entre la société civile et les gouvernants dans le domaine politique et contribuer à un meilleur vivre ensemble.

Quel sera le rôle des ONGs dans le développement de la politique internationale ?

Certains débats font écho aux aspirations et aux espoirs que nourrissent les citoyens dans un monde de plus en plus interconnecté qui évolue à grande vitesse : aspirations à un monde plus juste et espoirs pour une égalité à tous les niveaux sociaux.

Dans ce contexte, et pour faire preuve de résilience dans un monde livré aux perturbations, l'objectif est de permettre à tous de s'épanouir dans un monde plus juste en perpétuelle évolution où l'adaptation est le maître mot, où chacun doit se forger un projet de vie et conquérir toujours plus de liberté et de confiance en soi.

Les relations humaines, favorisant ainsi l'évolution de la haine, atteint les Hommes des niveaux d'anxiété incroyable au sujet du potentiel perturbateur de la migration internationale, anxiété alimentée par les informations et les politiciens de tous les pays afin d'augmenter les pourcentages de vote aux élections.

Nous sommes, les témoins de l'une des révolutions les plus importantes de l'histoire de l'humanité « le vivre ensemble et multiculturalisme ».

NOTRE ÉQUIPE INTERNATIONALE



Ali GEDIKOĞLU
Président de Cojep International
Président de Bosphore Film
Mail : agedikoglu@yahoo.fr
Tél. : +333.9.52.72.70.70



Celil YILMAZ
Secrétaire Général de Cojep International
Mail : celilnantua@hotmail.com
Tél. : +333.9.52.72.70.70



Mme Ifakat YUNA
Responsable des relations
internationales
UNESCO - OECD - PARLEMENT
EUROPEEN



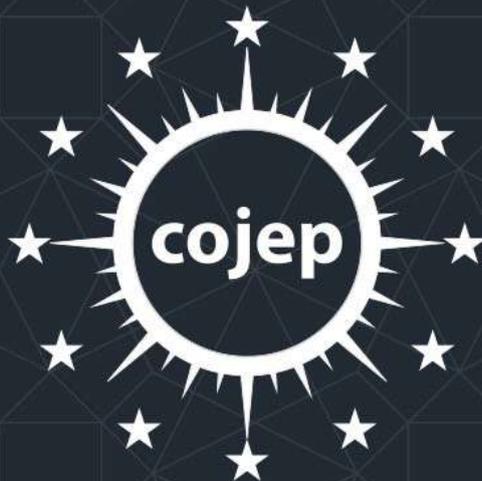
Mlle Sati ARIK
Responsable des relations
internationales
CONSEIL DE L'EUROPE - OSCE -
FRA



Mlle Dudu KELES
Responsable des relations
internationales
NATIONS-UNIES
Genève



Mr. Hugues Sanon
Responsable des relations
internationales
NATIONS-UNIES -
New-York



INTERNATIONAL

18 RUE DU CHEMIN DE FER
67200 STRASBOURG

+33 (0)9 52 72 70 70

cojep.relations.int@gmail.com

WWW.COJEP.COM